



HAUT-COMMISSARIAT
DE LA RÉPUBLIQUE
EN POLYNÉSIE FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ACCORD-CADRE INTERMINISTÉRIEL **« MOBELEC »**

**FOURNITURE ET LIVRAISON DE
MOBILIERS DE BUREAU, MOBILIERS DE
LOGEMENT ET D'APPAREILS
ELECTROMENAGERS ET PRESTATIONS
ASSOCIEES POUR LES SERVICES DE L'ÉTAT
EN POLYNÉSIE FRANÇAISE**

**CAHIER DES CLAUSES
TECHNIQUES PARTICULIÈRES
(C.C.T.P)**

Numéro de consultation : 2025_MOBELEC_HCRPF

**Plateforme d'Achat
Public Interministériel**



SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....	3
ARTICLE 2 - NORMES ET REGLEMENTATION	3
ARTICLE 3 - SPECIFICATIONS ENVIRONNEMENTALES DES PRODUITS.....	3
3.1 - Généralités	3
3.2 - Indices de durabilité	4
3.3 - Performances environnementales des produits	4
ARTICLE 4 - SPECIFICATIONS TECHNIQUES MINIMALES DES PRODUITS.....	4
4.1 - Dispositions communes.....	4
4.2 - Mobilier de bureau	6
4.3 - Mobilier de logement.....	6
4.4 - Appareils électroménagers	6
ARTICLE 5 - DESCRIPTION DES LOTS	6
ARTICLE 6 - GARANTIE, PERENNITE ET SERVICE APRES-VENTE	7
ARTICLE 7 - LIVRAISON ET STOCKAGE	7
7.1 - Frais de transport	7
7.2 - Lieux et délais d'exécution.....	7
7.3 - Documentation technique et étiquetage.....	8
7.4 - Stockage, emballage, livraison, assemblage du mobilier et évacuation des déchets.....	8
ARTICLE 8 - SUIVI D'EXECUTION, ACCOMPAGNEMENT ET PILOTAGE DU MARCHE	9

**Plateforme d'Achat
Public Interministériel**



ARTICLE 1 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent marché a pour objet **la fourniture, la livraison et l'exécution de prestations associées de mobiliers de bureau, de mobiliers de logement et d'appareils électroménagers** pour les besoins des services de l'Etat en Polynésie française.

Il est à noter que l'installation/le montage et la gestion des déchets des meubles sont incluses dans le présent marché sauf spécificités sollicitées par l'Administration –notamment la Gendarmerie nationale.

L'ensemble des spécifications techniques des mobiliers destinés à l'approvisionnement des services de l'État sont précisés dans le présent CCTP. Ils sont désignés sous le terme générique de « *fournitures* » ou « *produits* ».

ARTICLE 2 - NORMES ET REGLEMENTATION

Les matériels, objets du présent accord-cadre doivent être conformes aux normes et réglementation en vigueur et à celles relatives à la sécurité des personnes, à l'hygiène et à la santé.

- a) Les mobiliers doivent être aux **normes CE ameublement ou NF** le cas échéant,
- b) Les mobiliers de bureau doivent répondre aux normes **ISO 9001** ou équivalent (fournitures et fabricants répondants à la norme de qualité), ainsi qu'à la norme **ISO 14001** ou équivalent qui repose sur le fait que la fabrication est réalisée sur des sites respectant les normes environnementales.
- c) Les fauteuils de bureau doivent répondre à la norme **NF EN 1335**. Cette norme spécifie les exigences mécaniques de sécurité en utilisation relatives aux sièges de bureau (dimensions, durabilité, rigidité du piètement). Les exigences sont basées sur un usage de huit (8) heures par jour d'un siège équipé de roulettes auto-freinées par une personne pesant jusqu'à 110 kilos.
- d) Les appareils électroménagers doivent être à la **norme CE** et être estampillés du sigle CE. Les prises de courant doivent être moulées aux normes françaises NF et CE. Chaque appareil doit avoir un numéro de série. La fréquence du courant est de 60Hz.

Les appareils électroménagers « réfrigérateurs – congélateurs » sont dotés de gaz frigorigènes aux normes en vigueur.

Il appartient au titulaire de se référer à la liste complète et à jour des normes en vigueur. Si les normes venaient à changer en cours de marché, le titulaire s'engage à présenter une nouvelle gamme de produits. Il doit maintenir la qualité des articles sur toute la durée du marché.

ARTICLE 3 - SPECIFICATIONS ENVIRONNEMENTALES DES PRODUITS

3.1 - Généralités

Comme spécifié à l'article 2 du présent CCTP, les fournitures proposées par le titulaire doivent être conformes aux obligations européennes ou françaises.

Durant toute la durée d'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de fournir les éléments d'information attestant du respect des exigences décrites dans le présent CCTP et dans son offre.

- Les mobiliers en bois doivent impérativement détenir le label F.S.C. ou équivalent relatif à la protection de l'environnement. Les panneaux à base de bois contenant du formol devront être de classe E1. Les panneaux agglomérés par du pm DI ne doivent pas générer de dégagement détectable de monomère MDI.

- Pièces plastiques : De préférence, marquer toutes les pièces de masse supérieure à 50 g, en vue de leur valorisation.
- Mousses alvéolaires : Interdiction d'utiliser du CFC lors de la fabrication des mousses entrant dans la fabrication du produit fini.
- Peintures et finitions : Les ingrédients entrant dans la composition du produit de finition ne doivent pas comprendre des substances à base de Cadmium, plomb, chrome VI, mercure ou arsenic, supérieurs aux taux admis par la norme NF EN 71-3. Limitation de la quantité des Composants Organiques volatiles rejetée dans le milieu naturel, pour les finitions à base de solvant. Les rejets des ateliers de traitement des surfaces métalliques devront être conformes à l'arrêté type d'exploitation.

Il est donc privilégié les produits fabriqués dans le respect des exigences du développement durable et il est indiqué par le titulaire si le mobilier bénéficie d'un label qualité ou équivalent. Dans la mesure du possible, il produit les écolabels ou les certifications délivrées par des organismes indépendants agréés.

3.2 - Indices de durabilité

Dans le cadre de sa politique de développement durable, le pouvoir adjudicateur souhaite optimiser la durée de vie des matériels et acquérir des matériels en ayant le maximum d'informations sur leurs niveaux de durabilité.

Le présent CCTP, permet d'identifier les matériels concernés. Le titulaire peut indiquer les indices de durabilité des matériels concernés proposés dans le cadre de réponse technique et environnemental.

L'affichage obligatoire d'un indice de réparabilité est institué par l'article 16-I de la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 de lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire, pour les produits électriques et électroniques. Cet indice est caractérisé par une note allant de 1 à 10. A partir de 2025, l'indice de durabilité remplace l'indice de réparabilité pour certaines catégories de produits incluses dans le marché.

Les matériels actuellement concernés à partir du 8 avril 2025 sont les suivants :

- lave-linge hublot ;
- lave-linge top.

La note établie sur une échelle de 1 à 10 respecte la charte graphique officielle prévue par les textes. Au moment de l'achat, les services bénéficiaires du marché peuvent pouvoir accéder au détail de la notation. A ce titre, le titulaire doit prévoir les modalités de sa communication par tout moyen approprié.

3.3 - Performances environnementales des produits

Conformément à la politique d'achat de l'État et à la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (AGEC) et au décret n°2024-134 du 21 février 2024 relatif à l'obligation d'acquisition par la commande publique de biens issus du réemploi ou de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées, le titulaire doit proposer des mobiliers et appareils électroménagers issus du réemploi ou de la réutilisation ou qui comporte des matières recyclées.

Ces articles doivent pouvoir représenter 20% du montant total des achats de mobiliers et électroménagers entre 2024 et 2026 et 25% pour l'année 2027 par les services bénéficiaires.

ARTICLE 4 - SPECIFICATIONS TECHNIQUES MINIMALES DES PRODUITS

4.1 - Dispositions communes

Les mobiliers et les appareils électroménagers doivent répondre aux spécifications suivantes :

- **la sécurité conformément au respect de la réglementation Française et Européenne :** la sécurité s'impose dans tous les cas. Il convient de prendre en compte la sécurité physique des utilisateurs (stabilité du mobilier), la sécurité incendie (comportement au feu des matériaux), la sécurité des finitions par choix des matériaux et des produits ;
- **la durabilité de vie :** les produits doivent être d'une qualité suffisante pour assurer, dans des conditions normales d'utilisation en atmosphère tropicale, une durée d'usage (qualité des matériaux utilisés, qualité de la conception du produit et des finitions, facilité et solidité de montage/ démontage et de stockage, facilité d'entretien, etc.). A noter que certains mobiliers peuvent être amenés à être stockés durant une période plus ou moins longue selon les services bénéficiaires (en particulier, les services de gendarmerie), les articles proposés sont, en conséquence, résistants aux conditions climatiques de la région (chaleur, humidité) ;
- **l'ergonomie :** le confort d'utilisation, l'adaptation au poste de travail, etc. ;
- **l'esthétisme :** la modularité, la création d'une harmonie entre les différents mobiliers (mobilier salon-séjour, mobilier de chambre, mobilier de bureau, électroménagers) et une palette de coloris la plus large possible, sans qu'aucun supplément de prix ne puisse être demandé pour ces coloris.

Tous les produits doivent impérativement respecter les exigences ci-dessous :

- **Pour les produits contenant du bois :**

- ✓ interdiction d'utiliser des essences de sources controversées (illégales ou non autorisées), dont l'exploitation commerciale et l'exportation sont prohibées, soit par la loi locale s'appliquant à la forêt d'origine considérée, soit par un accord international reconnu ;
- ✓ obligation de traçabilité du bois utilisé (exclusion des produits fabriqués à partir d'essences inscrites dans les annexes de la convention CITES ou sur la liste rouge de l'UICN), bois issu de forêts gérées durablement ;
- ✓ pas de nœud apparent ;
- ✓ absence d'arêtes vives, de bavures, d'aspérités, de parties coupantes, de rivets ou de visseries agressives susceptibles de provoquer des pincements, coupures et cisaillements ;
- ✓ les extrémités ouvertes doivent être obturées ou recouvertes d'un embout inarrachable ;
- ✓ aucun élément n'est démontable sans l'utilisation d'un outil approprié.

- **Pour la quincaillerie :**

Les poignées, charnières, vis doivent être de bonne qualité, inoxydable soit par nature des matériaux, soit en raison d'un traitement de protection. Les caches-vis sont assortis à la teinte du bois.

- **Pour les matériels en / ou comportant du tissu :**

Ceux-ci doivent être faciles d'entretien, un traitement anti tâches est souhaitable. Les coloris doivent être classiques et sobres.

- **Pour tout article :**

- ✓ Exclusion des métaux lourds (cadmium, plomb, chrome hexavalent, mercure, arsenic, etc), exclusion des substances cancérogènes, mutagènes, toxiques pour la reproduction, exclusion du mercure. La teneur en formaldéhyde des panneaux doit être conforme à la réglementation.
- ✓ Homogénéité tant dans la configuration que dans la teinte pour chacun des lots.

4.2 - Mobilier de bureau

Les matériels doivent être particulièrement stables et robustes et doivent pouvoir se nettoyer facilement avec les produits de nettoyage usuels.

Ils doivent assurer, dans une sécurité maximum, un confort d'utilisation.

Concernant le mobilier de bureau bois et métallique : tous les systèmes de fermeture et les accessoires (charnières, fermoirs, arrêtoirs, glissières notamment) sont en métal traité anticorrosion. Les tiroirs sont montés sur glissières métalliques à roulettes. Les piétements bois ou métal peuvent être envisagés.

Concernant les fauteuils de bureau, les revêtements doivent être des tissus enduits disponibles dans plusieurs coloris et/ou motifs.

4.3 - Mobilier de logement

Tous les systèmes de fermeture ainsi que les accessoires (charnières, fermoirs, arrêtoirs, glissières) sont en métal traité anticorrosion. Les tiroirs sont montés sur glissières métalliques à roulettes. Toutes les portes et les tiroirs sont équipés uniquement de poignées profilées ou à défaut de boutons en bois vernis.

Pour tous les meubles, les pieds doivent être vissés et collés.

Pour tous les matelas, le titulaire doit préciser les indications suivantes :

- la qualité de la mousse et du tissu des matelas ;
- la nature de la mousse et du tissu des matelas ;
- le classement de résistance au feu du matelas ;
- la densité et l'épaisseur de la mousse.

Chaque matelas doit être livré avec une housse d'emballage plastique individuelle et résistante.

4.4 - Appareils électroménagers

Les appareils électroménagers doivent être de classe énergétique permettant les meilleures performances énergétiques (A ou B) et de classe climatique T (tropicalisé) notamment pour les réfrigérateurs.

Il devra s'agir d'appareils construits pour résister à des conditions de chaleur et d'humidité extrêmes, adaptés à une utilisation avec des températures comprises entre 16°C et 43°C et des niveaux d'humidité relative compris entre 20 % et 95 %.

ARTICLE 5 - DESCRIPTION DES LOTS

L'accord-cadre comporte trois lots :

n° de lot	Objet du lot
Lot n°1	Fourniture livraison et prestations associées de mobiliers de bureau
Lot n°2	Fourniture, livraison et prestations associées de mobiliers de logement
Lot n°3	Fourniture, livraison et prestations associées d'appareils électroménagers

Conformément à l'article n°2.3 du règlement de consultation, les estimations annuelles à la date de conclusion de l'accord-cadre sont issues du recensement des besoins du présent accord-cadre. Ces volumétries quantitatives permettent d'apprécier l'expression du besoin identifié et sont indicatives et non contractuelles.

Les produits du bordereau de prix unitaires sont proposés dans deux gammes de mobiliers différents (gammes différentes du même fabricant, ou gammes de deux fabricants). Ils sont d'un bon rapport qualité prix avec :

- une « gamme 1 » qui correspond à un produit d'entrée de gamme ;
- et une « gamme 2 » qui correspond à un produit de niveau de gamme supérieur à la gamme 1.

A noter que chacune des gammes doit respecter toutes les exigences du CCTP.

Un catalogue et tarifs publics remisés sont proposés pour tous lots.

ARTICLE 6 - GARANTIE, PERENNITE ET SERVICE APRES-VENTE

Les dispositions relatives aux prestations de garantie sont décrites à l'article 8 du CCAP.

Le titulaire pourra être amené à récupérer le matériel sur site sur demande du service.

Les mobiliers et les électroménagers doivent être d'une qualité suffisante pour assurer, dans des conditions normales d'utilisation en atmosphère tropicale, **une durée d'usage au moins égale à 8 ans pour les mobiliers et une durée d'usage au moins égale à 5 ans pour les électroménagers.**

En cas de défaillance d'un fabricant, le titulaire s'engage à fournir du mobilier et/ou de l'électroménager de caractéristiques équivalentes ou supérieures à celle de l'article remplacé sans frais supplémentaire.

En cas de panne de l'électroménager survenant pendant la durée de la garantie, le titulaire peut proposer dans son offre le prêt d'appareils de caractéristiques équivalentes jusqu'au remplacement de l'appareil défectueux sans qu'aucune indemnité ne lui soit accordée.

Il est privilégié que la pérennité de la gamme soit assurée au minimum durant la totalité du marché.

Le titulaire dans le cadre du marché assure le Service Après-Vente (SAV) en Polynésie. Le SAV doit pouvoir être joint par un numéro d'appel a minima

Concernant le SAV, la prise en compte et le traitement des demandes doit se faire en horaires ouvrés, du lundi au vendredi de 8h à 15h avec l'aide, de préférence d'un outil en ligne permettant de suivre les demandes. A minima les échanges devront être tracés par échanges de mail (accusé de réception et horodatés).

Hors période de garantie, le titulaire s'engage à assurer la fourniture des pièces détachées et la réparation des produits, après acceptation d'un devis, durant une période de 5 ans minimum.

ARTICLE 7 - LIVRAISON ET STOCKAGE

7.1 - Frais de transport

Les fournitures sont livrées à destination franco de port.

7.2 - Lieux et délais d'exécution

Les lieux et délais d'exécution sont précisés aux articles 2.5, 5.5 et 5.6 du cahier des clauses administratives particulières.

Ils s'entendent en jours ouvrés.

Ils sont applicables à réception du bon de commande et ne sont pas cumulatifs dans le cas de plusieurs références commandées.

7.3 - Documentation technique et étiquetage

La documentation technique (notice de montage, notice d'utilisation, photo, plans et schémas...) de chaque mobilier et appareil électroménager ainsi que les documentations relatives aux différentes normes doivent être fournies en langue française.

Le titulaire s'engage à identifier obligatoirement les colis au moyen d'une étiquette sur laquelle sont précisés :

- La désignation de l'article ;
- Le coloris de l'article ;
- La quantité ;
- Le numéro de l'accord-cadre ;
- La date et numéro du bon de commande ;
- La raison sociale et l'adresse ;
- Les références par article.

7.4 - Stockage, emballage, livraison, assemblage du mobilier et évacuation des déchets

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG_FCS.

Le titulaire peut être amené à constituer des stocks de matériels destinés notamment aux services bénéficiaires de l'accord-cadre afin d'assurer la sécurité des approvisionnements pendant toute la durée du marché. Les engagements pris dans l'offre technique du titulaire concernant leur vente pour satisfaire les besoins des bénéficiaires sont contractuels, notamment la réservation du stock en priorité, la communication active sur le stock roulant disponible, ...

Il convient de noter que les services bénéficiaires, s'agissant des lots n°1 et 2 notamment, privilégient la remise au titulaire à chaque début d'année, de la projection estimative des besoins à venir en vue d'améliorer sa visibilité (cf. article 5.4 du CCAP).

Le titulaire veille à la nature des emballages (qualité environnementale des emballages) et à l'optimisation des volumes d'emballage utilisés : notamment absence de suremballage, réduction du poids de l'emballage, optimisation du taux de remplissage des conditionnements.

La qualité des emballages doit être appropriée aux conditions et modalités de transport. Elle est de la responsabilité du Titulaire. Les emballages (cartons, films plastiques, polystyrènes ou tout autre déchet d'emballage...) relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

La livraison à l'étage du mobilier et la reprise du mobilier usagé fait partie intégrante du prix et de la prestation sauf avis contraire du service bénéficiaire.

L'assemblage des mobiliers, la mise à hauteur, les réglages font partie intégrante du prix et de la prestation, sauf avis contraire du service bénéficiaire.

L'assemblage des mobiliers est réalisé par vis, ferrures, tourillons de dimensions suffisantes pour assurer une bonne rigidité et une bonne étanchéité à la poussière.

Pour les meubles fournis démontés, les dispositifs d'assemblage doivent être fournis pré-positionnés sur les mobiliers. Toutes les étagères sont installées sur crémaillère métallique, support bois ou autre. Toutes les portes sont fixées par des charnières invisibles réglables et robustes.

Le titulaire prend toutes les précautions d'usage pour assurer une installation propre, et assurer le nettoyage du chantier après montage. Il se charge de la gestion des déchets, sauf avis contraire du service bénéficiaire.

ARTICLE 8 - SUIVI D'EXECUTION, ACCOMPAGNEMENT ET PILOTAGE DU MARCHE

Dans le cadre des différents lots du présent accord-cadre, le titulaire est tenu de :

- assurer le suivi commercial pour l'ensemble des services bénéficiaires identifiés quel que soit le montant de leur dépense annuelle. Il s'agit à la fois d'accompagner les services bénéficiaires dans la gestion du marché : commande, réception, facturation, traitement des litiges ;

- élaborer et remettre différents documents statistiques informatiques, permettant un suivi et un contrôle dans l'évolution des consommations et dépenses pour les services bénéficiaires, selon les conditions suivantes :

- ✓ Statistiques pour les services bénéficiaires :

Ces statistiques doivent permettre le suivi des consommations par lot et par montant pour chaque service bénéficiaire et le suivi des obligations fixées par la loi AGECE.

- ✓ Statistiques pour la Plateforme de l'achat public interministériel :

Annuellement, la PAPI doit obtenir un reporting l'informant des consommations de l'ensemble des services bénéficiaires identifiés.

Ce reporting devra être fourni dans un format exploitable type Excel ou équivalent. A minima les renseignements suivants sont souhaités :

- le bilan des consommations par service (y compris références commandées remplissant ou pas les obligations de la loi AGECE),
- le bilan détaillé de la facturation sur l'année écoulée,
- le nombre de produits consommés,
- les événements et faits marquants de la période considérée,
- les pistes de progrès (qualité des produits, modalités d'exécution technique et administrative, etc.).